

ASSOCIATION "PERSPECTIVES"

26 BOULEVARD DE METZ

18 - 2

59000 LILLE

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

BILAN DU 1^{er} JANVIER 2024 AU 31 DECEMBRE 2024

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES PETIT-DARQUE

293 AVENUE DE LA POLONIA

B. P. N° 37

62251 HENIN BEAUMONT CEDEX



PETIT - DARQUE

Société de Commissariat aux comptes

293 avenue de la polonia
BP37 - 62251 Henin-Beaumont cedex
Tél. 03 21 13 98 98
Fax 03 21 13 98 99
accueil@darque-associes.com

Jean-Marie COUVEZ
Commissaire aux comptes

ASSOCIATION PERSPECTIVES

26 Boulevard de Metz

18 - 2

59000 LILLE

Hénin Beaumont, le 15 Juillet 2025

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'association « PERSPECTIVES »

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PERSPECTIVES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures



BILAN DETAILLE

ASSOCIATION PERSPECTIVES

Edition du : 01/01/2024 au 31/12/2024

Hors brouillard

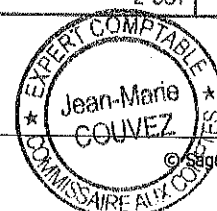
Hors simulation

Soldes N-1 de l'exercice

ACTIF	Exercice N			N-1
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Actif Immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :	967	967		
205000 LOGICIELS	967		967	967
280000 Amortiss. immobilisations incorp.		967	(967)	(967)
Immobilisations corporelles	39 527	37 052	2 475	2 221
218300 Matériel de bureau et informatique	33 899		33 899	32 932
218400 Mobilier	5 627		5 627	5 627
281830 AMORT MAT BUR ET INFO		31 424	(31 424)	(30 711)
281840 amort mobilite		5 627	(5 627)	(5 627)
Immobilisations financières				
TOTAL I	40 494	38 019	2 475	2 221
Actif circulant :				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances :				
Clients et comptes rattachés				
Autres	71 052		71 052	82 533
401079 BLOTHERAPIE	1 080		1 080	
441701 VILLE DE LILLE				28 000
441705 CAF DU NORD	33 305		33 305	38 779
441711 PROJET PEPITE-FCI	36 667		36 667	15 754
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	49 402		49 402	42 477
512010 caisse d'épargne	46 940		46 940	40 014
512020 crédit du nord	2 461		2 461	2 461
512040 COMPTE SUR LIVRET	2		2	2
Caisse	674		674	5
531000 Caisse siege social	674		674	5
TOTAL II	121 128		121 128	125 015
Charges constatées d'avance (III)				
TOTAL GENERAL (I+II+III)	161 622	38 019	123 603	127 236



PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
Capitaux propres		
Capital	35 625	35 625
102000 <i>Fond assoc. sans droits de reprise</i>	35 625	35 625
Ecart de réévaluation		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves réglementées		
- Autres	192	192
106800 <i>Autres réserves</i>	192	192
Report à nouveau	(702)	(2 280)
119000 <i>Report à nouveau (solde débiteur)</i>	(702)	(2 280)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	1 378	1 579
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	36 494	35 116
Provisions pour risques et charges (II)		
Dettes		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Fournisseurs et comptes rattachés	15 508	41 981
401000 <i>Fournisseurs divers</i>	4 433	1 687
401001 <i>auchan</i>	1 724	174
401006 <i>NOTE</i>	88	
401007 <i>LMH</i>		14 133
401010 <i>EDF</i>	110	123
401011 <i>CIEL</i>	1 285	1 201
401012 <i>BOULANGER</i>	139	118
401033 <i>SARL PETIT DARQUE-CAC</i>	2 646	1 824
401035 <i>MSINFO59</i>		5 350
401036 <i>SFR</i>		64
401039 <i>LE FURET DU NORD</i>		90
401044 <i>SNCF</i>	349	
401046 <i>ACTION</i>	512	125
401048 <i>MADemoiselle S</i>	3 000	3 000
401051 <i>INTERMARCHE</i>	237	5
401060 <i>TOTAL</i>	100	
401073 <i>LECLERC</i>	672	318
401076 <i>RESTAURANT</i>	214	
401079 <i>BLOTHERAPIE</i>		360
401080 <i>ASSO LILLE FBG LOISIRS</i>		500
401082 <i>UCPA</i>		12 909
Autres	71 602	50 139
421000 <i>Personnel : rémunérations dues</i>	2 393	4 835
428200 <i>Dettes provisio. pour congés payés</i>	3 134	2 834
428600 <i>Autres charges à payer</i>	12 227	
431000 <i>URSSAF</i>	5 219	8 106
437002 <i>UNIFORMATION</i>	2 637	7 043



PASSIF		Exercice N net	Exercice N-1 net
437200	Mutuelles	364	345
437300	Caisses de retraites et prevoyance	1 054	1 658
438200	Charges sociales sur conges payes	940	850
438600	Autres charges a payer	3 839	
441702	ACSE	39 737	23 842
441708	DEPARTEMENT		600
442100	PVL A LA SOURCE	58	26
TOTAL III		87 110	92 120
Produits constatés d'avance (IV)			
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)		123 603	127 236



COMPTE DE RESULTAT DETAILLE

ASSOCIATION PERSPECTIVES

Provisoire

Edition du : 01/01/2024 au 31/12/2024

Avec brouillard

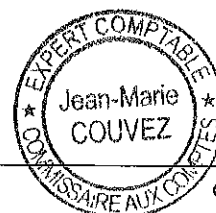
Hors simulation

Soldes N-1 de l'exercice

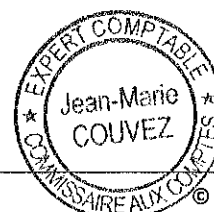
CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock (marchandises)		
Achats d'approvisionnement		
Variation de stock (approvisionnement)		
Autres charges externes	139 698	127 065
604000 Achats etudes et prestat. services	24 203	48 732
606000 Achats non stockes de mat. prem.	23 161	22 799
606100 Fournitures non stock. eau, énergie	2 921	3 830
606300 Fournit. entretien & petit equip.	1 270	2 117
606400 Fournitures administratives	287	1 685
612000 Redevances de credit-bail	11 181	4 925
613200 Locations immobilières	9 321	4 430
613500 Locations mobilières	234	270
613501 LOCATIONS VEHICULES	6 966	5 022
615000 Entretien et réparations	34	284
615600 Maintenance	2 569	2 402
616000 Primes d'assurance	1 314	842
621000 Personnel extérieur à l'entreprise	10 970	14 893
622000 Remunérat. d'interm. et honoraires	10 206	2 520
623000 Publicité publicat. relat. public.	311	
625000 Déplacem. missions et réceptions	30 701	8 495
626000 Frais postaux et de télécomm.	2 600	2 343
627000 Services bancaires et assim.	1 300	1 327
628100 Concours divers (cotisations,...)	150	150
Impôts, taxes et versements assimilés		
Rémunération du personnel	174 630	181 897
641000 Rémunération du personnel	159 781	174 462
641200 Congés payés	300	(1 090)
641300 Primes et gratifications	14 359	8 526
641400 Indemnités et avantages divers	189	
Charges sociales	47 167	49 706
645100 Cotisations urssaf	32 011	36 560
645200 Cotisations aux mutuelles	728	858
645300 Cotisations aux caisses retr.	5 510	8 126
645800 Cotisations aux autres org. soc.	8 917	4 163
Dotations aux amortissements	713	472
681200 Dotat. aux amort. charg. exploit.	713	472
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables immo. incorp. et corp. cédées		
Autres charges		
CHARGES FINANCIERES	1 469	2 065
661000 Charges d'intérêts	322	70
661100 Intérêts des emprunts et dettes	1 147	
661600 Intérêts bancaires & sur opér. banc		1 995



CHARGES (Hors taxes) Provisoire		Exercice N Net	Exercice N-1 Net
TOTAL (I)		363 677	361 205
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)			81
670000	Charges exceptionnelles		81
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)			
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)		363 677	361 286
BENEFICE OU PERTE		1 378	1 579
TOTAL GENERAL		365 055	362 864



PRODUITS (Hors taxes)	Provisoire	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de marchandises			
Production vendue (biens et services)		2 490	7 880
706000 Prestations de services		2 490	7 880
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation		347 193	353 075
740000 Subventions d'exploitation			1 880
740020 CUI		53 905	42 531
740040 JEUNESSE ET SPORT		4 000	3 000
740041 CAF		98 939	99 849
740090 DEPARTEMENT DU NORD		3 600	1 500
740200 LACSE		79 689	67 684
740300 ville Lille		86 147	84 496
740400 FIPD			32 500
740800 FCI		20 912	19 635
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions			
Produits cessions immobilisations incorp. et corp.			
Autres produits		3 450	750
756000 Cotisations		3 450	750
PRODUITS FINANCIERS			2
760000 Produits financiers			2
TOTAL (I)		353 133	361 707
PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)		11 922	1 158
770000 Produits exceptionnels		300	1 101
772000 Produits sur exercices antérieurs		11 622	57
TOTAL DES PRODUITS (I+II)		365 055	362 864
TOTAL GENERAL		365 055	362 864



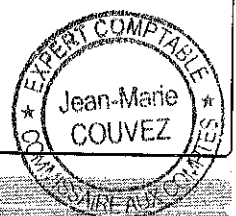
PREAMBULE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 123 603,22 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 1 378,03 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.



REGLES ET METHODES COMPTABLES

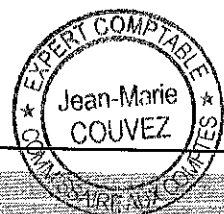
- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions

Informations et commentaires sur :

- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges à répartir sur plusieurs exercices



1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

1.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

1.2 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

1.3 - CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2 - CHANGEMENTS DE METHODE

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

3 - ETAT DES IMMOBILISATIONS

ACTIF IMMOBILISE	Valeur brute des immos au début d'exo	Augmentat'	Diminutions	Valeur brute des immos à fin d'exo	Réév. légale Valeur d'orig. à fin d'exo
Fonds commercial					
Autres	967			967	
Terrains					
Constructions					
Install. tech., matériel, outill. industriels					
Install. générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Autres immobilisations corporelles	38 760	967		39 727	
Immobilisations financières					
TOTAL	39 727	967		40 694	

4 - ETAT DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant des amortiss. au début d'exo	Augmentat' Dotations de l'exercice	Diminutions Amort. aff. élém. sortis	Montant des amortiss. à fin d'exo
Immobilisations incorporelles	967			967
Terrains				
Constructions				
Install. techn., matériel et outillages industriels				
Install. générales, agencem., aménagement. divers				
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	36 338	713		37 051
TOTAL	37 305	713		38 018



5 - ETAT DES PROVISIONS

NATURE DES PROVISIONS	Début exercice	Augmentat. dotations	Diminutions reprises	Fin exercice
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Autres provisions règlementées				
Provisions				
Sur immobilisations				
Sur stocks et en-cours				
Sur clients et comptes rattachés				
Autres dépréciations				
TOTAL				

